

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 21/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIERE LARRUY

42 Route des sablières
11150 Bram

Référence : UID11/66-C3-2023-122
Code AIOT : 0006604511

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement SABLIERE LARRUY implanté Las Bruges 11150 Bram. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERE LARRUY
- Las Bruges 11150 Bram
- Code AIOT : 0006604511
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires. Elle dispose d'une installation de traitement des matériaux. L'exploitation ne fait appel à aucune entreprise extérieure.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan de gestion des déchets d'extraction/de traitement résultant du fonctionnement de la carrière
- plan d'exploitation

- eaux de ruissellement/protection des ressources en eau
- consommation en eau
- aire d'entretien des véhicules et engins

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Contenu minimal de la documentation	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 2.2.2.	/	Lettre de suite	3 mois
6	Réhabilitation du site à l'arrêt des installations	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 8.3	/	Lettre de suite	3 mois
7	Aires et cuvettes étanches	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 11.2.2.	/	Lettre de suite	3 mois
8	Consistances des installations classées	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 1.4	/	Lettre de suite	3 mois
9	Déchets industriels spéciaux	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 5.2	/	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	CONSISTANCES DES INSTALLATIONS CLASSÉES	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 1.4	/	Sans objet
2	Liste des installations concernées	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 1.5	/	Sans objet
3	Eloignement du voisinage	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 1.10.1.1.	/	Sans objet
5	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 3.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de respecter les prescriptions relatives à l'entretien et au ravitaillement des engins, de procéder à l'élimination des déchets vers des installations extérieures dûment

autorisées ainsi que de porter à la connaissance du préfet la modification des conditions de remise en état et de remblaiement de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONSISTANCES DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Tonnages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tonnages moyens annuels à extraire ou à traiter: 50 000 t Tonnages maximums annuels à extraire ou à traiter : 100 000 t
Constats : L'exploitant a indiqué extraire environ 34 000 tonnes de matériaux par an ces dernières années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Liste des installations concernées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, rubriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont visées comme suit à la nomenclature des installations classées: [...]
Constats : L'exploitant a déclaré que la station de traitement de matériaux n'avait pas été modifiée, la puissance totale est 100 kW. La cuve de carburant enterrée n'a pas évolué, la capacité est 2 000 litres. L'exploitant n'a pas construit de hangar et d'atelier de réparation et d'entretien de véhicules.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Éloignement du voisinage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 1.10.1.1.
Thème(s) : Autre, Distances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance est portée à 20 mètres pour la partie du périmètre de l'exploitation qui longe la voie ferrée SNCF de NARBONNE à BORDEAUX ;
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté une bande de 20 m non exploitée le long de la voie ferrée. Par ailleurs, l'exploitation est bordée par des bois. Il a pu être constaté un espace entre les bords des excavations et le bois, qui est de 10 m d'après l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contenu minimal de la documentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 2.2.2.
Thème(s) : Autre, plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels seront reportés : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; les bords de la fouille ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; les zones remises en état ; la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu fournir de plan d'exploitation de moins de 1 an. Il a indiqué qu'un bureau d'études, mandaté pour réaliser un dossier de cessation partielle des parcelles section B2 numéros 7, 8 et 9, avait récemment mis à jour le plan et que ce document serait porté à la connaissance de l'inspection courant février 2023. Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées un plan d'exploitation à jour et comportant toutes les informations précitées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées.
Constats : Les eaux provenant de l'installation de traitement des matériaux sont collectées par un fossé puis récupérées dans un bassin de décantation. L'exploitant déclare pomper dans ce bassin pour alimenter son installation de traitement afin de recycler les eaux de traitement. Il indique remplir parfois ce bassin grâce à une pompe qui puise dans un autre bassin situé à proximité. A titre d'information, l'exploitant a déclaré avoir pompé 7500 m ³ d'eau dans ce 2ème bassin en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Réhabilitation du site à l'arrêt des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 8.3
Thème(s) : Autre, origine des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.</p> <p>La remise en état ne sera réalisée qu'avec des matériaux provenant du site et non susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.</p> <p>Conformément aux indications de l'étude d'impact, le site est restitué en fin d'exploitation dans un état permettant sa réutilisation ultérieure, elle consiste notamment en :</p> <ul style="list-style-type: none"> .la remise en terres agricoles d'une partie de l'exploitation, . la création d'un plan d'eau à vocation écologique permettant de favoriser la biodiversité. <p>Les berges du plan d'eau seront réaménagées exclusivement à l'aide de l'ensemble des stériles d'exploitation.</p> [...]
Constats : L'exploitant a déclaré remblayer une partie de la carrière avec des terres extérieures au lieu d'utiliser exclusivement des matériaux du site. Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées toute modification des conditions de remise en état et de remblaiement de la carrière en justifiant notamment ce changement et en indiquant les mesures qui seront prises pour éviter toute pollution et pour assurer la traçabilité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Aires et cuvettes étanches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 11.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>Le hangar de stationnement dans lequel s'effectue le stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 p 100 de la capacité du plus grand réservoir, 50 p 100 de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Constats : L'entretien des véhicules s'effectue dans une zone à proximité de l'abri de pompage servant à alimenter l'installation de traitement des matériaux. Cet abri sert aussi de lieu de stockage pour des huiles. Les bidons d'huile sont placés sur un bac de rétention. Il n'y a pas d'aire étanche à l'emplacement où sont effectuées les vidanges, le sol est nu et constitué des matériaux de la sablière. Les engins sont ravitaillés à proximité de la cuve de carburant enterrée. Il n'y a pas d'aire étanche, le sol est nu. Il est demandé à l'exploitant de réaliser une aire étanche pour l'entretien des engins et de ne faire le ravitaillement des engins que par une société extérieure spécialisée, comme spécifié dans l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 03/05/2010.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Consistances des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, stockage d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Il n'y aura pas de stockage d'hydrocarbures sur le site. Le plein de réservoirs (installation de traitement et engins) sera réalisé une fois par semaine par une entreprise extérieure. Le réservoir de l'installation de traitement est constitué d'une cuve double paroi. [...]</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué faire le plein des réservoirs des engins à partir de la cuve enterrée de l'installation de traitement. Il est demandé à l'exploitant de cesser cette pratique et de supprimer le matériel servant à faire le plein des engins à partir de cette cuve.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Déchets industriels spéciaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, éliminateur agréé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés au minimum pendant 2 ans. Cette disposition concerne entre autre les déchets banals souillés par des produits toxiques ou polluants. Les huiles usagées et les huiles de vidange doivent être récupérées dans des cuves ou des récipients spécialement destinés à cet usage. Elles doivent être cédées à un ramasseur ou à éliminateur agréé dans les conditions prévues par le décret n° 85-387 du 29 mars 1985.
Constats : Il a été constaté un bidon métallique de 200 L ouvert qui sert à faire brûler les filtres à huile. Tout brûlage de déchets est totalement proscrit sur le site. Il incombe à l'exploitant de cesser ce type de pratique et de faire évacuer les déchets vers des installations extérieures dûment autorisées à cet effet (bordereaux de suivi à transmettre au service d'inspection).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois